

**19 présents, 4 absents, 2 procurations.**

**0. Compte rendu du Conseil municipal du 7 décembre 2009**

Adopté à l'unanimité.

**1. Itinéraire de randonnée VTT /FFCT Intégration dans la base VTT-FFCT Ouest Cornouaille**

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et l'environnement porte à la connaissance de l'assemblée le projet proposé par l'Agence Ouest Cornouaille Développement de faire de l'offre de randonnées VTT (Vélo Tout Terrain) de l'ouest Cornouaille une base d'activités de la FFCT (Fédération Française de Cyclo Tourisme). Cette inscription permettra au territoire de profiter des outils de promotion de la FFCT et d'assurer un contrôle régulier de la qualité de l'offre par le biais des clubs et des collectivités en charge de l'entretien. La boucle de randonnée VTT dénommée « Droits de l'Homme » existe depuis 2001. Elle s'étend sur la commune de Plozévet. Annie Marzin présente le tracé d'une longueur d'environ 36 km.

Après avoir en avoir délibéré (21 pour), le Conseil municipal adopte la proposition et autorise le Maire à signer la convention.

**2. Marchés Itinéraire de randonnée VTT : autorisation de passage**

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme expose à l'assemblée le projet proposé par l'Agence Ouest Cornouaille Développement pour l'inscription d'une boucle de randonnée VTT au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée. Le projet s'étend sur la commune de Plozévet; Annie Marzin informe le Conseil que la boucle de randonnée VTT emprunte des chemins ruraux et autres propriétés appartenant au patrimoine privé de la commune. L'inscription au PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées), effective après délibération du Conseil Général, engage la commune sur le maintien des chemins ruraux concernés. En cas d'aliénation ou de suppression d'un chemin rural inscrit au PDIPR, la commune doit informer le Conseil Général et lui proposer un itinéraire de substitution.

Après en avoir délibéré (21 pour), le Conseil municipal autorise le passage de randonneurs VTT sur la propriété privée communale selon les tracés présentés en annexe, demande l'inscription de la boucle de randonnée au PDIPR et s'engage, à ce titre, à informer préalablement le Conseil Général du Finistère en cas d'aliénation ou de suppression d'un chemin rural, en lui proposant un itinéraire de substitution.

**3. Marchés Echange de terrain - Entreprise Cook**

Le Maire rappelle au conseil municipal que l'entreprise Capitaine Cook, lors de la création de son nouveau parking, afin de pouvoir créer un bassin de réserve pour la lutte contre l'incendie, avait suggéré de procéder à un échange de terrain. Le Maire propose d'autoriser la signature des actes notariés, en réalisant l'échange sur la base du mètre pour mètre sachant que les frais liés à la transaction seront à la charge de l'entreprise.

Le conseil municipal après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer les documents tels que présentés.

**4. Tableau des effectifs**

Le Maire expose à l'assemblée les nécessités de recourir à un recrutement pour renforcer l'équipe espaces verts. Il propose aux conseillers de procéder au recrutement d'un agent de droit privé, qui permet d'obtenir des aides financières non négligeables.

Après en avoir délibéré (21 pour) le conseil municipal décide la création d'un poste CAE Passerelle (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi pour les moins de 25 ans) pour 35 heures par semaine pour 12 mois. Le tableau des effectifs, modifié au 1<sup>er</sup> février est joint en annexe.

## **5. Tableau des effectifs**

Le Maire expose à l'assemblée les nécessités de procéder à un recrutement pour exercer les fonctions de mécanicien aux services techniques. Il propose aux conseillers de procéder au recrutement d'un agent de droit privé, qui permet d'obtenir des aides financières non négligeables.

Après en avoir délibéré (21 pour) le conseil municipal décide la création d'un poste CAE Passerelle (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi pour les moins de 25 ans) pour 35 heures par semaine pour 12 mois. Le tableau des effectifs, modifié au 1<sup>er</sup> février est joint en annexe.

## **6. Marché Public - Contrat parc photocopieurs**

Le Maire informe le conseil municipal que la gestion du parc informatique a été remise en concurrence et propose de retenir la meilleure offre proposée, à savoir celle de Toshiba à qui deux machines seraient louées, l'une située à la Mairie, l'autre à l'école.

Le conseil municipal, après avoir délibéré (22 pour) autorise le Maire à signer les contrats et prévoit la dépense au budget.

## **7. Numérotation de rue -Bel-Air**

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme propose de retenir les conclusions de la commission ad hoc, qui s'est constituée pour élaborer une numérotation, rue du Bel-Air.

Le conseil municipal, après avoir délibéré (21 pour) adopte la proposition et prévoit les démarches nécessaires à sa mise en place conformément au plan exposé.

## **8. Remboursement de frais - lampe vidéo projecteur**

Le Maire informe l'assemblée que le vidéoprojecteur de la salle Avel-Dro a montré des signes de faiblesse, la lampe de l'appareil étant arrivée en fin de vie. Le Maire précise qu'il a profité d'une opportunité d'achat sur Internet pour en acquérir une nouvelle à moindre frais, il appartient au conseil municipal d'autoriser le remboursement des frais qui se montent à 248,68 € TTC.

Le conseil municipal, après avoir délibéré (21 pour) autorise le remboursement tel que présenté.

## **9. Subvention exceptionnelle -Enfants du Monde Droit de l'Homme**

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires fait part à l'assemblée du souhait du bureau municipal de participer à l'élan de solidarité face à la catastrophe qu'a subie Haïti et ses habitants. Le Conseil municipal a, par le passé, déjà financé les actions du père Buhannic, fondateur de l'association humanitaire « Enfants du Monde Droits de l'Homme ». Le bureau municipal propose ainsi d'attribuer une somme de 500 € à cette association.

Le conseil municipal, après avoir délibéré (21 pour) adopte la proposition, autorise le Maire à engager la dépense et prévoit celle-ci au budget.

## **10. Marché Public Extension Ecole GLB -Avenant maîtrise d'oeuvre**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, retrace l'historique du dossier de la maîtrise d'œuvre dans le projet d'extension de l'Ecole George Le Bail et rappelle que les services d'Incendie et de Secours ont exigé la mise en place d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) à installer dans l'aile d'enseignement élémentaire de l'école. Cette mise en œuvre est soumise à la réalisation d'une mission de coordination SSI. Il propose la passation d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre (Mme Le Perron Architecte mandataire du groupement) de 3 420 € HT (+ 2 080 € HT mission de coordination SSI assurée par le Co-traitant ATIS, BET Fluides ; + 1 340 € HT mission de conception / analyse d'offres SSI assurée par le BET ATIS, BET Fluides). La rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre se monte à 60 112 € HT, conformément aux délibérations 6 avril (APS : 48 420 € HT) & 11 septembre 2009 (APD : 56 692 € HT).

Le conseil municipal, après avoir délibéré (21 pour) adopte la proposition, autorise le Maire à engager la dépense et prévoit celle-ci au budget.

## **Informations diverses**

*Les prochaines dates de rencontres, évènements, travaux et réunions sont présentées à l'assemblée municipale, ainsi que les prochaines manifestations.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 30.

## Annexe 1

### Tableau des effectifs février 2010

Commune de PLOZEVET Tableau des effectifs				
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EFFECTIF Au 1 <sup>er</sup> XI 2009	EFFECTIF Au 1 <sup>er</sup> II 2010	Dont : TEMPS NON COMPLET
<b>ADMINISTRATIVE</b>		7	7	0
ATTACHE TERRITORIAL	A	1	1	
REDACTEUR TERRITORIAL	B	1	1	
ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. PAL 1 <sup>re</sup> CLASSE	C	2	2	
ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. 2 <sup>o</sup> CLASSE	C	3	3	
<b>TECHNIQUE</b>		17	17	2
TECHNICIEN SUPERIEUR	B	1	1	
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	1	1	
ADJOINT TECHNIQUE TERR. PRINCIPAL 1 <sup>re</sup> CLASSE	C	1	1	
ADJOINT TECHNIQUE TERR. PRINCIPAL 2 <sup>eme</sup> CLASSE	C	2	2	
ADJOINT TECHNIQUE TERR. 1 <sup>re</sup> CLASSE	C	2	2	
ADJOINT TECHNIQUE TERR. 2 <sup>eme</sup> CLASSE	C	10	10	2
<b>CULTURELLE</b>		1	1	1
ASSISTANT CONSERV 2EME CLASSE	B	0	0	
ADJOINT TERR. DU PATRIMOINE 2 <sup>eme</sup> CLASSE	C	1	1	1
<b>MEDICO-SOCIALE</b>		5	5	5
A.T.S.E.M. DE 1ERE CLASSE	C	2	3	2
A.T.S.E.M. DE 2EME CLASSE	C	1	0	0
AGENT SOCIAL	C	2	2	1
<b>EMPLOIS NON CITES</b>		6	8	4
contrats divers de droit public		3	3	2
Contrats de droit privé, contrat avenir, CAE, contrat d'apprentissage		3	5	2
<b>TOTAL GENERAL</b>		36	38	12

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n°NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A,B ou C